



De la géographie des forestiers à la géographie contre les forestiers. La diffusion et l'extinction du concept de dégradation des montagnes, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e

Jean-Paul Métailié

► To cite this version:

Jean-Paul Métailié. De la géographie des forestiers à la géographie contre les forestiers. La diffusion et l'extinction du concept de dégradation des montagnes, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Autour de Vidal de la Blache, la formation de l'école française de géographie, pp.101-108, 1993, 978-2-222-04740-7. hal-01190789

HAL Id: hal-01190789

<https://hal.science/hal-01190789>

Submitted on 1 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Autour de Vidal de la Blache, la formation de l'école française de géographie.
(P. CLAVAL ed.) France, Paris : Editions du CNRS, 1993, pp. 101-108

Jean-Paul Métaillé, GEODE-UMR 5602 CNRS

DE LA GEOGRAPHIE DES FORESTIERS A LA GEOGRAPHIE CONTRE LES FORESTIERS

La diffusion et l'extinction du concept de dégradation des montagnes, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

LA GENESE D'UN MOUVEMENT D'IDEES

Le concept de la dégradation des montagnes s'est élaboré à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, parallèlement au mouvement de "découverte de la montagne" et au développement des théories géologiques. On peut considérer qu'il s'agit à l'origine d'un prolongement des théories actualistes et fluvialistes, alimentées par la question du déboisement et de la dégradation des forêts, très pressante à la fin du XVIIIe siècle.

Nombre d'auteurs s'exprimèrent alors sur le sujet et les Pyrénées ont particulièrement servi de terrain de démonstration à des scientifiques fondateurs comme d'Arcet (1) ou Ramond de Carbonnières. Ce dernier fut l'un des premiers à construire une analyse socio-économique du pastoralisme pyrénéen, mettant en avant la nécessité de le réformer pour enrichir la société et empêcher la dégradation des forêts et des pâturages (2).

Presque à la même époque, dans les Alpes, l'ingénieur des Ponts Fabre réalisa une étude plus spécifiquement centrée sur le problème des torrents et de l'érosion dans les Alpes du Sud (3). Ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, on peut considérer que l'essentiel des idées qui vont être utilisées dans le siècle suivant sont clairement énoncées. Il ne s'agit pas encore d'un mouvement d'opinion, mais plutôt d'une préoccupation constante dans certains cercles : on voit régulièrement des préfets, des ingénieurs des Ponts et Chaussées, des forestiers, des notables, des scientifiques se faire l'écho de ce problème, surtout dans les montagnes méditerranéennes. En quelques années, cependant, la dimension sociale et politique de la question va prendre de l'importance.

Rappelons rapidement les principales étapes du développement de ce discours sur la dégradation des montagnes (4). En 1841, Surrel, un jeune ingénieur des Ponts et Chaussées en poste dans les Hautes Alpes, reprend les idées de Fabre, les précise et les enrichit, et écrit un ouvrage sur les torrents qui sera désormais le livre de référence sur l'analyse des processus et les solutions à apporter. Peu après, en 1843, c'est un économiste, Blanqui, qui expose l'analyse sociale de la question du déboisement des montagnes. En 1848, le Directeur Général des forêts, Legrand, présentait un rapport sur le reboisement, qui allait inspirer les législations postérieures mais ne déboucha sur aucun résultat sur le moment. Au cours de ces années, on voit assez vite les forestiers s'emparer du débat et monopoliser les arguments, exerçant une pression de plus en plus forte sur l'administration et le gouvernement.

Les grandes inondations de 1856 - 1859 émurent les populations et les pouvoirs publics, et créèrent une situation favorable à l'élaboration d'une loi sur le reboisement des montagnes qui fut promulguée en 1860, sous l'impulsion de l'Empereur lui-même. Commença alors une période où le débat prit une ampleur de plus en plus grande, pendant que se multipliaient les résistances locales aux projets des forestiers. Mais, face à ceux-ci qui monopolisaient les discours et les initiatives, il n'y eut pas vraiment d'élaboration de contre discours, sauf rares exemples qui n'atteignirent jamais une grande publicité. (5) Il s'agissait plutôt d'une opposition tenace des communautés montagnardes, peu disposées à se dessaisir de la moindre parcelle de leur espace, qui s'exprimait par toutes les voies possibles, allant de la protestation au délit forestier. Cette opposition a d'ailleurs contribué à nourrir l'appréciation négative des forestiers vis à vis des sociétés pastorales, "incurablement réfractaires à tout progrès".

A partir des inondations de 1875 et de la promulgation de la loi 1882 sur la "Restauration et la conservation des terrains en montagnes", le thème de la dégradation des montagnes et de la catastrophe tend à envahir toutes les publications ayant un tant soit peu trait à la nature, jusque vers 1905 - 1910. Tous les milieux scientifiques ou administratifs sont parties prenantes de cette production du discours et seuls s'y opposent les députés des régions montagnardes, qui forment un "lobby pastoral" semble-t-il puissant.

De leur côté les forestiers constituent un véritable corpus de théories, établies sur des études de terrain chaque jour plus approfondies et abondantes, des expérimentations et des recherches historiques. La validation de l'ensemble se trouve dans les réalisations pratiques simultanées, qu'il s'agisse de reboisement, correction des torrents ou améliorations pastorales, et l'on voit alors émerger le concept de "sylvo-pastoralisme" comme corollaire de celui de "dégradation des montagnes".

LES MONOGRAPHIES DES FORESTIERS : UNE METHODE GEOGRAPHIQUE

Les forestiers de la RTM eurent cette particularité de s'intéresser globalement à l'espace et à la société en montagne, et non pas sur le seul plan du problème forestier. Dès le début de leurs tentatives d'aménagement, dans le cadre de la loi de 1860, ils menèrent des études préalables de terrain, appelées "procès-verbaux de reconnaissance", dans lesquelles ils rassemblaient toutes les informations nécessaires à la justification des projets. A partir de la loi de 1882, ces études préalables furent codifiées dans les instructions rédigées par Demontzey, Inspecteur-Général du reboisement et spécialiste de la correction des torrents.

Les textes définissaient toutes les étapes des études de terrain, fournissant le plan du travail, les documents à y faire figurer, les différentes informations à rechercher, les outils à utiliser. L'ensemble devait constituer une monographie complète avec cartes, relevés topographiques, dossier photographique, description de la géologie, de la végétation forestière et pastorale, du climat, une étude historique et socio-économique, des statistiques, etc. Ce modèle de monographie locale condensée préfigure étonnamment les études de géographie régionale que les géographes développeront au début du XXe siècle ; les résultats furent évidemment variables selon les aptitudes des ingénieurs qui se chargeaient du travail, mais la multiplication des études entre 1882 et 1914 (période qui fut "l'Age d'Or" de la RTM) a fourni aux

forestiers une masse impressionnante d'informations sur les montagnes françaises. Aujourd'hui, ces archives représentent des sources fondamentales pour toute étude sur l'histoire de l'environnement, beaucoup des données qu'elles contiennent ayant été collectées sur place et ne se retrouvant pas dans d'autres documents.

La monographie a été plus encore utilisée par les forestiers de l'Ecole sociologique de Le Play, qui l'ont perfectionnée selon les principes définis par le sociologue (6). Quelques ingénieurs se distinguèrent dans ce groupe : L. A. Fabre fut celui qui travailla le plus à l'élaboration de la méthodologie, mais il n'eut pas l'occasion de la mettre en pratique sur le terrain alors qu'il a multiplié les articles de géomorphologie ou de socio-économie ; Buffault réalisa une monographie sur le Briançonnais, mais ce sont certainement Calvet et Briot qui poussèrent le plus loin l'application du modèle le playsien. Calvet fit des recherches dès 1868 dans les Pyrénées, où il tenta d'introduire les pratiques coopératives de production fromagère (7) ; Briot travailla pour sa part dans les Alpes où il accomplit de nombreuses études pastorales, en liaison avec des projets d'amélioration. (8)

Les forestiers publièrent beaucoup, alimentant un véritable courant scientifique ; certains ingénieurs RTM sont devenus des références incontestées, tel Mougin qui exerça en Savoie. Ses travaux sur l'histoire des forêts ou des torrents exposent une approche biogéographique très moderne ; il se passionna également pour les problèmes de glaciologie (il fit un travail de précurseur sur les mouvements de recul des glaciers alpins) et pour la nivo-météorologie : on lui doit l'invention du pluviomètre totalisateur dit "Mougin", dont on parsema les montagnes françaises dans les années 1930.

Les ingénieurs forestiers avaient des relations souvent étroites avec les milieux scientifiques. Fabre, le reboiseur de l'Aigoual, mena par exemple une longue collaboration avec Flahaut, défrichant avec lui le domaine encore mal connu de l'écologie forestière ; pour systématiser leurs expérimentations, ils créèrent de nombreux arboretums dans toutes les Cévennes. Flahaut devint un ardent propagandiste du reboisement et il influença beaucoup de botanistes et de géographes.

LA DEGRADATION DES MONTAGNES, UNE PENSEE DOMINANTE A LA FIN DU XIX^e SIECLE

Les grands thèmes du discours

Les forestiers véhiculaient, à quelques exceptions près, une pensée de la catastrophe immédiate et de la dégradation sans cesse accentuée sous les yeux des contemporains. Rares étaient les voix qui s'opposaient à cette conception des choses, que l'on peut résumer en trois thèmes principaux :

- l'économie montagnarde est "vicieuse", mis à part quelques exemples érigés en modèles (le Jura, avec ses associations fruitières coopératives). Le pastoralisme traditionnel ne peut que gaspiller l'espace et les potentialités, entraînant déboisement abusif et surpâturage. Le mouton est considéré comme l'ennemi à détruire, ou du moins à réduire au strict minimum (la question de la chèvre était alors réglée presque partout).

- la dégradation des montagnes est un cercle vicieux qu'il s'agit de rompre : le déboisement a provoqué l'épuisement des pâturages, l'érosion et les inondations, et donc

l'appauvrissement des sociétés locales, entraînant simultanément un déboisement supplémentaire et l'exode rural. Pour avoir davantage de bétail, plus productif, il faut avoir plus de forêts ; il faut restaurer les pentes pour restaurer l'équilibre social.

- le déboisement s'accroît de jour en jour : "qu'il est saisissant le drame qui se déroule sous nos yeux !" proclament les forestiers ; la preuve de leur théorie est censée être fournie par l'exode rural. Bientôt, si l'on n'intervient pas, les montagnes deviendront un désert, à la fois sans hommes et sans forêts.

Les géographes, dans la dépendance du discours forestier

A la fin du siècle, le discours des forestiers a véritablement colonisé celui des autres scientifiques et les géographes ne se distinguent pas par leur originalité. Ils produisent dans les diverses revues des sociétés, congrès, revues nationales, etc. des articles qui ne sont en général que des commentaires des données recueillies par les agents des Eaux et Forêts. Certains deviennent des propagandistes zélés de la lutte contre la dégradation.

Onésime Reclus, par exemple, publia plusieurs articles et ouvrages sur ce thème, dont le "Manuel de l'eau" où il affirme : "C'est par la suite de la stupidité des pasteurs, qu'au plus beau de nos Pyrénées argentées, l'empiètement des pacages sur la selve a fait disparaître en 50 ans la moitié des ovins" (9).

Guénot, secrétaire de la Société de géographie de Toulouse, se fit une réputation pour son action fervente. Il inonde les revues, colloques, journaux, d'articles sur le déboisement, reprenant sans nuance les opinions méprisantes qui étaient alors monnaie courante quand on parlait des sociétés montagnardes :

"On ne saurait prononcer anathème ni condamnation absolue contre les populations pastorales de la montagne. Malgré leur incurie, leur égoïsme, leur âpreté en la matière qui nous occupe, on ne saurait méconnaître leurs solides vertus de travail, de sobriété, d'honnêteté, de virilité. L'excuse de ces esprits simples, qui seront toujours mineurs et dont on doit sauvegarder les propres biens contre eux-mêmes, c'est qu'ils sont rendus incapables, par leur genre de vie, d'une longue prévoyance." (10)

Rares étaient les sociologues avertis et l'on doit d'autant mieux apprécier les analyses de forestiers comme Mougin ou Briot qui ont su se démarquer de ces partis pris. Il faut noter que ce genre de discours se retrouve même chez des personnages de l'école le playsienne, tels L. A. Fabre ou Buffault, qui se répandent souvent en considérations très dures pour les montagnards.

Beaucoup de géographes s'exprimèrent sur le sujet, par exemple Rudaux ou Rabot, dans la *Revue de Géographie*, *La Nature*, *La Géographie*, *La Revue des deux mondes*, etc. exposant très largement le discours dominant :

"Tout le monde est d'accord pour attribuer à l'imprévoyance et à la rapacité humaine les maux de l'heure présente, et qu'il est saisissant le drame qui se déroule sous nos yeux ! C'est la lutte séculaire, la guerre sans merci engagée par l'homme, ce Pygmée, contre la montagne, ce Géant, guerre dans laquelle la ténacité destructrice du premier triomphe toujours des énergies productrices du second. Mais quel triomphe ! Quand le dernier arbuste est tombé sous l'impitoyable cognée, quand le mouton, ce phylloxéra des pâturages, a dévoré, jusqu'à la racine, la dernière touffe de gazon, la vie s'est peu à peu retirée du corps immense, le silence du néant plane désormais sur ces vastes solitudes, la montagne est morte." (11)

On trouvera peu d'études personnelles dans cet ensemble et, au mieux, ce qui est écrit a été inspiré par Briot, qui a sensibilisé certains géographes au problème de l'économie pastorale. Ardouin-Dumazet fut parmi ceux-là et, dans ses "Voyages", il fit plusieurs fois des descriptions avantageuses des frutières et améliorations pastorales rencontrées dans les Alpes ou les Pyrénées. En fait, jusque vers 1910 il y eut très peu d'opposants à cette idéologie de la dégradation, et ils ne se rencontrent pas chez les géographes. On les trouve plutôt chez les agronomes, qui font davantage l'effort de comprendre les logiques des systèmes agro-pastoraux et d'analyser réellement leur impact sur l'espace. Henri de Lapparent, fils du géologue, fut par exemple un des rares à prendre le contre-pied des idées dominantes, niant l'ampleur des dégradations et allant même jusqu'à proposer de convertir les forêts pyrénéennes en "taillis broutables" ; il ne s'agissait pas de provocation, bien que les forestiers l'aient pris comme tel, le parti-pris de Lapparent était basé sur une longue mission sur le terrain, qui l'avait amené à critiquer sévèrement les projets sylvo-pastoraux des services d'amélioration pastorale.

LE SILENCE DE L'ECOLE DE VIDAL DE LA BLACHE

Au milieu de l'océan de publications sur la dégradation des montagnes, le silence de l'école française de géographie est surprenant. Vidal lui-même ne semble pas s'intéresser vraiment aux questions d'histoire des forêts ; ni à la RTM dont on ne trouve pas de mention dans son tableau de la France. En fait, les élèves de Vidal se préoccupent peu en général de la forêt et sont davantage attachés à des réflexions théoriques et à l'élaboration des concepts généraux de la géographie : en géomorphologie ils n'abordent jamais les phénomènes de torrentialité moderne ; en géographie humaine, ils laissent de côté les questions de rénovation de l'économie montagnarde, se concentrant sur une description précise des faits. On ne trouve rien par exemple dans les ouvrages de De Martonne ou de Brunhes.

Un autre exemple est révélateur : les Annales de géographie ne consacrent de leur fondation jusqu'en 1914, qu'un seul article à ce sujet, et encore est-il écrit par un forestier, L. A. Fabre... (12) Il y a bien des mentions de colloques, des comptes-rendus de publications, mais cela n'apparaît pas comme une question scientifique majeure, sur laquelle l'Ecole se devait de prendre position.

Les géographes vidaliens vont finir par s'exprimer sur ce thème, mais pas du tout dans le sens du débat, qui prend pourtant toute sa force dans les années qui précèdent la Grande Guerre.

LA GEOGRAPHIE CONTRE LES FORESTIERS

A partir de 1910, les géographes vont adopter une attitude claire de décalage, qui va désormais caractériser la position de la géographie universitaire française ; elle s'appuie sur une solide définition des concepts de base, qui est désormais acquise et définie dans les ouvrages de Vidal, Brunhes et De Martonne, et donne son autonomie à la science géographique.

Les géographes font alors un "pas de côté" par rapport aux travaux des forestiers : d'une part ils critiquent leurs analyses et d'autre part ils refusent de se situer

dans une perspective d'aménagement. Leur projet reste descriptif et théorique, en fait très universitaire. Il est remarquable, par exemple, que les géographes ne se soient pas intéressés, entre les deux guerres, aux sociétés d'économie montagnarde qui furent par contre investies par les phytogéographes, naturalistes et agronomes. Le seul forestier qui ait gardé une influence sur les géographes fut Briot, qui fut en relation avec l'école de Grenoble, mais là aussi les emprunts furent limités : il fit passer ses idées pastoralistes, ce qui déboucha entre autre sur les grandes thèses pastorales (13), mais sa méthodologie d'étude monographique ne fut pas appliquée par les géographes ; elle était pourtant beaucoup plus détaillée que celle des études de géographie régionale, en particulier sur le plan de la socio-économie.

A partir de 1910, chaque fois que les géographes vont s'exprimer sur le sujet, ce sera pour signifier qu'ils considèrent la problématique de la dégradation comme peu intéressante. Ainsi Blanchard, dans un article de 1914 sur la morphologie des Pyrénées françaises :

"Pour la chaîne prise dans son ensemble, la littérature récente ne comporte guère, en fait de géographie physique, que des articles traitant des ravages de l'érosion, des méfaits du déboisement, de la ruine des montagnes."

Blanchard minimise clairement l'ampleur du problème et critique ses prédécesseurs, soulignant en particulier la limpidité des Gaves, comparée à la turbidité des torrents alpins :

"Il est curieux que l'on ne s'en soit jamais avisé, et que ceux qui s'attendaient sur la destruction rapide de la chaîne aient en même temps célébré la beauté des Gaves, clairs comme du cristal." (14)

Enfin, il offre une interprétation de cette faiblesse de l'érosion, la reliant à l'abondance de la végétation et à la petite taille des bassins torrentiels.

L'attitude de Max Sorre, dans sa thèse sur les Pyrénées méditerranéennes, (15) est également très caractéristique. Sorre ne parle absolument pas de catastrophes, alors que les bassins de la Têt et du Tech ont toujours été périodiquement ravagés par des crues phénoménales, et ne cite pas les travaux RTM, alors que les chantiers entrepris furent très spectaculaires et que les tentatives des forestiers ont parfois mis en ébullition des vallées entières (il y eut en 1905 un "congrès contre le reboisement"!) Il était pourtant en possession des publications des ingénieurs RTM locaux, qu'il mentionne dans sa bibliographie, il cite Flahaut, dont il considère l'apport comme fondamental, Briot pour les Alpes, Fabre pour les Cévennes. Mais Sorre se situe clairement en dehors de la problématique de la dégradation des montagnes, lorsqu'il cite les auteurs précédents :

"Presque tous avaient en vue l'amélioration de l'économie dans les montagnes et dans les plaines. (...) Mais un géographe a d'autres désirs. (16) Ce qui le frappe surtout, c'est en chaque lieu l'accord entre les aspects de la végétation spontanée - déterminés à la fois par le climat et par l'influence plusieurs fois séculaire de l'homme - et les manifestations actuelles de l'activité humaine. (...) Nous ne tiendrons compte de l'évolution du relief que dans la mesure où le changement des formes retentit actuellement sur l'activité végétale et l'activité humaine. Cette mesure est limitée."

La position théorique reste donc l'objectif fondamental. Pour Sorre, il s'agit avant tout de construire la "géographie biologique". Ces "autres désirs" des géographes les éloignent délibérément des problèmes d'aménagement.

Au fil des travaux et des thèses de géographie, on va assister à partir de 1910 à une réhabilitation de la logique des systèmes agro-pastoraux. Le mouton, en particulier, ne va plus être présenté comme le "phylloxéra des pâturages", mais comme l'indispensable valorisateur d'espaces ingrats. A la vision traditionnelle de "l'archaïsme" ou de "l'incurie paysanne", les géographes vont opposer un décryptage des logiques d'exploitation de l'espace. Henri Cavaillès, qui a travaillé sur les Pyrénées, est révélateur de cette évolution (17) :

- en 1903 - 1905, ses articles sur "Le déboisement dans les Pyrénées françaises" ou "L'économie pastorale dans les Pyrénées" reprennent sans nuance le discours forestier le plus méprisant, n'hésitant pas à décrire ainsi les Pyrénées :

"Un état social désastreux ; des abus que le pâtre croit nécessaires et qu'il défend depuis des siècles avec la même âpreté sauvage, le même mépris de l'intérêt général et la même ignorance de son propre intérêt ; en un mot, un mode d'exploitation qui remonte aux âges les plus lointains de l'humanité."

Il soutient sans réserve l'action des forestiers, soulignant la nécessité de transformer complètement le système économique.

- en 1910, Cavaillès semble avoir déjà opéré un renversement de position et il se met à critiquer sévèrement l'échec des fruitières implantées par les forestiers, provoqué selon lui par une méconnaissance du fonctionnement social et économique des communautés pyrénéennes.

- en 1930, sa thèse sur "La vie pastorale dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes" est un aboutissement de sa réflexion sur la question. Il y fait une analyse fine des logiques agro-pastorales selon les vallées, critiquant les erreurs des forestiers et comparant l'échec des fruitières coopératives avec l'essor, dans les années 1920, des laiteries et fromageries industrielles.

Il faut noter, encore une fois que ce géographe ne s'est pas impliqué dans une initiative liée à l'aménagement ; il n'a pas participé à la Fédération pyrénéenne d'économie montagnarde, fondée à la même époque par Gaussen, chef de file de l'école phytogéographique de Toulouse ; ce dernier a toujours été par contre en relation étroite avec les forestiers, réalisant par exemple des "cartes pastorales" dans les années 1950.

En général, les géographes ont donc contourné les thèses des ingénieurs RTM et en ont rarement tenté une critique frontale. La seule exception reste la polémique lancée par Lenoble en 1923 avec son article sur "La légende du déboisement des Alpes". Lenoble s'appuyait sur divers travaux d'historiens, sur ceux de Briot ainsi que de certains géographes (Arbos, Faucher) de l'école de Grenoble. En effet, les géographes du groupe de Blanchard avaient été visiblement très influencés par Briot et c'est à Grenoble que fut présentée la première thèse "pastorale" en France, celle d'Arbos. Les monographies régionales, les études historiques ou phytogéographiques menées en grand nombre à l'Institut de géographie alpine permettaient de faire contrepoids à la pensée forestière.

Le débat fut vif. Lenoble, qui était surtout botaniste, avait développé des arguments biogéographiques et soutenu des choses qui ne pouvaient qu'offusquer les forestiers : il affirmait que la limite supérieure des forêts était naturelle, que le mouton était inoffensif, il critiquait la rentabilité des reboisements, aussi bien que leur efficacité en matière de lutte contre les inondations, etc. C'est Mougin qui se chargea de répondre

point par point aux critiques de Lenoble. Il ne s'agit pas là de reprendre des termes de la polémique ; notons simplement que le tabou était bien brisé, que des opinions qui auraient été totalement hérétiques quelques années auparavant pouvaient désormais avoir droit de cité, et qu'elles furent publiées dans une revue de géographie (avec tout de même un prudent préambule de Blanchard présentant cela comme le nécessaire débat scientifique). Il n'y avait guère avant cela que quelques notables locaux, plus liés aux populations locales qu'aux administrations, pour se permettre ce genre d'affirmations, d'ailleurs a priori disqualifiées par les forestiers pour "électorisme".

CONCLUSION

Cette étude des relations entre pensée géographique et pensée forestière sur le problème de la dégradation des montagnes est rapide, et laisse de nombreuses imprécisions. Les géographes principaux de l'école vidalienne se sont peut-être exprimé sur le sujet ailleurs que dans leurs ouvrages et articles majeurs et une recherche plus détaillée serait nécessaire.

Mais deux problèmes apparaissent intéressants à approfondir :

- au moment même où les géographes se constituent un ensemble de théories et d'informations, on les voit se séparer volontairement de tout le domaine de l'aménagement rural. On est là à la naissance du long divorce entre la recherche géographique et le terrain du développement, qui handicapera la discipline jusqu'à nos jours... ces "autres désirs" exposés par Sorre en 1913 sont avant tout universitaires et signifient un repli sur soi intellectuel, alors que naturalistes et phytogéographes se sont beaucoup plus impliqués dans l'aménagement.

- le discours sur la dégradation des montagnes s'est auto-dissous après la première guerre mondiale, alors qu'il avait probablement connu son apogée juste avant, entre 1900 et 1914. Les explications plausibles ne manquent pas, en particulier l'allègement rapide de la pression sur l'espace en raison de la dépopulation ce qui a conduit très vite à une inversion de la signification de la "dégradation", avec l'apparition de l'enfrichement. On pourrait avancer aussi l'espacement des catastrophes, sensibles dans les années 1920 ; mais la question la plus intéressante paraît être celle du changement des mentalités et de la perception des phénomènes. De part et d'autre de la coupure de la guerre, les observateurs ne voient plus les mêmes choses aux mêmes endroits ; la pensée de la dégradation des montagnes semble vraiment appartenir à la perception et aux idées du XIXe siècle, tandis que le sylvo-pastoralisme des années 1920 - 1940 est basé sur un projet moins passionnel, se voulant ostensiblement plus scientifique, plus sectoriel : l'emphase et la rhétorique du siècle passé sont désormais bannies. Ce passage d'une pensée à l'autre demanderait à être analysé, ainsi que les rôles respectifs des géographes, des écologistes et naturalistes, des forestiers.

NOTES ET REFERENCES

- (1) D'Arcet. *Discours en forme de dissertation sur l'état actuel des montagnes des pyrénées*. Paris, Cavelier, 1786, 135 p.
- (2) Ramond de Carbonnières. De l'économie pastorale dans les Hautes-Pyrénées, de ses vices et des moyens d'y porter remède. 1794. Publié par J. F. Le Nail. *Bull. Soc. Ramond*, 1981, 48 p..
- (3) Fabre. *Essai sur la théorie des torrents et des rivières*. 1797.
- (4) Pour une analyse complète du discours et de l'histoire institutionnelle de l'administration forestière, se reporter aux nombreux travaux de Larrère, Kalaora, Nougarede, Poupardin, Savoye ; notamment : "*Les reboisements en montagnes depuis l'Empire*" (1979), "*Le corps forestier dans tous ses états*" (1984), "*La forêt pacifiée*" (1986), "*Des années entières dans les bois lozériens*" (1985).
- (5) voir par ex. Doumenjou, 1877 : *Critique du projet de loi (...) reboisement et gazonnement des montagnes*. Foix, 38 p. Troy, 1861 : *Etude sur les moyens de faciliter l'exécution de la loi sur le reboisement des montagnes*. Foix, 73 p. Descola 1877 : *La question des montagnes et des inondations*, Foix, 68 p.
- (6) Voir Kalaora B. Savoye A. *La forêt pacifiée*. Paris, l'Harmattan, 1986, 134 p.
- (7) "*Note sur le rôle économique des associations pastorales dans les hautes vallées des Pyrénées*" 1872, Tarbes, 39 p. "Des associations pastorales dans les Pyrénées" *Revue des E. et F.* 1874, 13, P. 252 - 256, 288 - 294.
- (8) *Etudes sur l'économie alpestre*. Paris, Berger-Levrault, 1986, 597 p.
Nouvelles études sur l'économie alpestre. Paris, Berger-Levrault, 1907, 394 p.
- (9) O. Reclus. *Manuel de l'eau*. Paris, Touring Club de France, 1911, 102 p. (10) S. Guénot. Des effets du déboisement dans les Pyrénées. *Congrès Nat._Soc. Géo* Bordeaux, 1985, p. 182 - 206
- (11) Ch. Rabot. La dégradation des Pyrénées et l'influence de la forêt sur le régime des cours d'eau. *La Géographie*, 1907, 16, p. 163 - 170
- (12) L. A. Fabre. L'érosion pyrénéenne et les alluvions de la Garonne. *Annales de géographie*, 1902, 11, p. 24 - 42.
- (13) notamment Arbos Ph. *La vie pastorale dans les Alpes françaises*. Paris, Colin, 716 p.
- (14) Blanchard R. La morphologie des Pyrénées françaises. *Annales de géographie*, 1914 - 1915, 23 - 24, p. 303 - 324.
- (15) Sorre M. *Les pyrénées méditerranéennes*. Paris, Colin, 1913, 507 p.
- (16) Soulligné par moi
- (17) Cavaillès H. Le déboisement dans les Pyrénées françaises. *Revue de Paris* , 1903. L'économie pastorale dans les Pyrénées. *Revue gén. des sciences*, 1905, 16, 777 - 783. L'association pastorale dans les Pyrénées. *Le Musée social*, 1910, 3, 45 - 80. *La vie agricole et pastorale dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes*, Paris, Colin, 1931, 405 p.